

## Dix ans de terrorisme en Italie

Giancarlo Pertegato

---

**Citer ce document / Cite this document :**

Pertegato Giancarlo. Dix ans de terrorisme en Italie. In: Politique étrangère, n°4 - 1986 - 51<sup>e</sup>année. pp. 951-960;

doi : <https://doi.org/10.3406/polit.1986.3620>

[https://www.persee.fr/doc/polit\\_0032-342x\\_1986\\_num\\_51\\_4\\_3620](https://www.persee.fr/doc/polit_0032-342x_1986_num_51_4_3620)

---

Fichier pdf généré le 13/04/2018

## Résumé

Né au tout début des années 70, le terrorisme de gauche, dominé par les Brigades rouges, surprind l'Italie. Propagande armée puis, à partir de 1974-1975, « attaque au cœur de l'Etat », il secoue par sa violence tout le pays. Au milieu des années 70, un terrorisme de droite se développe, suivant l'exemple des mouvements de gauche. Après un historique de ces mouvements, l'auteur se demande comment il se fait qu'au point culminant de l'offensive terroriste, l'Italie, dont le système étatique est considéré comme faible, ait trouvé les forces et même les moyens d'abattre l'énorme vague de terrorisme qui était sur le point de l'anéantir.

## Abstract

Ten Years of Terrorism in Italy, by Giancarlo Pertegato

Born in the early seventies, leftist terrorist movements, dominated by the Red Brigades, took Italy by surprise. First using terrorism as armed propaganda, from 1974-1975 they began « attacking the very heart of the State » and the whole country was shaken by their violence. Rightist terrorism appeared in the mid-seventies and followed in the footsteps of the leftist variety. It is astounding to the author after studying the history of this phenomenon that modern Italy, not renowned for the strength of its national unity, could have withstood and in fact found the force to overcome the vast wave of terrorism which threatened to destroy it.

Giancarlo PERTEGATO \*

## Dix ans de terrorisme en Italie

Les débuts avaient été plus que modestes. Deux bidons de liquide inflammable qui brûlent devant le rideau métallique d'un box. Les flammes éclairent tout à coup une petite rue d'un quartier résidentiel au crépuscule. Lorsque les récipients explosent à cause de la chaleur, l'alerte est déjà donnée. Le feu est rapidement éteint. La voiture à l'intérieur du box n'a pas subi de dommages. Les auteurs de l'attentat ont laissé leur carte de visite : deux bouts de papier où l'on peut lire « Brigades rouges ». Nous sommes le 17 septembre 1970, à Milan, rue Moretto de Brescia, dans un quartier appelé « Città-Studi » à cause de l'École polytechnique et de la Faculté d'architecture qui s'y trouvent. La voiture que l'on voulait brûler est celle du directeur du personnel de l'établissement Sit-Siemens. Un brasier bien plus important est allumé dans la nuit du 25 janvier 1971 à Lainate, le long de l'autoroute qui conduit de Milan aux lacs de Côme, de Varèse et au lac Majeur. Sur la piste d'essai de la société Pirelli, on assiste à l'explosion de huit bidons d'essence. L'incendie détruit trois camions. Les Brigades rouges expliquent, cette fois-ci, leur programme par un communiqué : « Porter atteinte à la production, nuire le plus possible aux patrons à peu de frais pour nous ». C'est le début du terrorisme des Brigades rouges en Italie. Entre le premier et modeste attentat du 17 septembre 1970 et celui du 25 janvier 1971, se sont déroulés de nombreux événements significatifs.

La signature des Brigades rouges a été accueillie, en un premier temps, par une police déconcertée. L'incendie du box du directeur de Sit-Siemens aurait pu être provoqué par rancune par un employé de la société ou encore par un salarié licencié. Ce sigle Brigades rouges n'est peut-être qu'un écran qui cache une vengeance individuelle. Cette hypothèse tombe vite. Un autre dirigeant de Sit-Siemens, le directeur général, trouve une lettre de menaces sous l'essuie-glace de sa voiture et une feuille photocopie intitulée « Chefs,

\* Collaborateur au service Etranger de l'hebdomadaire *Epoca*.

*petits chefs, fascistes* ». C'est une série de noms et prénoms qui ouvrira la saison des listes de proscription. D'abord chez Sit-Siemens et Pirelli, ensuite chez Fiat à Turin, Alfa Romeo à Arese, Magneti Marelli à Sesto San Giovanni et, enfin, à Porto Marghera, la zone industrielle de Venise. Chaque fois, à côté du nom et du prénom, se trouvent également l'adresse et le numéro de téléphone. Ces listes sont en même temps un acte et un instrument d'intimidation. En effet, il n'y a pas que les voitures brûlées, mais aussi les coups de fil de menace, surtout le soir ou la nuit. Dans les usines, une lutte syndicale difficile se déroule lorsque le terrorisme apparaît. Celui-ci prétend remplacer le syndicat et veut être considéré comme le noyau dur et inexorable des pourparlers, l'interlocuteur que l'on ne peut oublier.

Lorsque les journaux enregistrent avec une stupeur et une panique croissantes l'apparition de cette entité énigmatique, la machine terroriste est déjà en marche. C'est la période de la « *propagande armée* » qui s'achèvera pour laisser place à la deuxième phase, celle de *l'attaque au cœur de l'Etat*. Mais, dès le début, la subversion rouge a déjà précisé les principes de sa pédagogie, que l'on peut résumer dans le mot d'ordre suivant : « *En châtier un pour en éduquer cent* ». Des repaires, les « prisons du peuple », qui s'inspirent de l'expérience des guérilleros sud-américains sont déjà disponibles à Milan ; l'éditeur Gian Giacomo Feltrinelli s'est occupé du financement et de l'organisation des premières bases. En Allemagne, le premier attentat a lieu en 1967 ; en Turquie, le Dev Genç, un groupe fort de l'extrême gauche, est passé à l'action dès 1968 et a provoqué une première intervention militaire en 1970-1971. En Italie, le terrorisme de gauche se manifeste comme un coup de tonnerre dans un ciel serein, alors qu'en réalité il est en retard par rapport aux phénomènes subversifs ayant des caractéristiques politiques et idéologiques similaires. Mais il s'abat sur un pays où vient de s'achever l'épisode difficile de l'automne chaud 1969, qui se donnera en 1971 le « statut des travailleurs » une réglementation rigide pour la sauvegarde des ouvriers qui satisfait un syndicat fort et exigeant. Ce pays identifie les terroristes avec les auteurs néo-nazis du massacre de Piazza Fontana (Milan, le 12 décembre 1969), déteste les manifestations de l'extrême gauche qui dégénèrent souvent en de terribles affrontements, parfois sanglants, avec la police.

Cependant les Brigades rouges et les formations sympathisantes ou parallèles sont nées presque à la lumière du jour. Il aurait suffi de suivre les congrès, de croire sur parole ce que publiaient les journaux sur les circonstances qui auraient donné naissance au terrorisme pour comprendre que, tôt ou tard, quelqu'un utiliserait, en Italie, le langage des armes. Et même lorsque les carabinieri et la police de Milan découvriront, sous la direction d'un magistrat comme le juge Guido Viola, les premiers « repaires » équipés par Feltrinelli pour les

séquestrations et la guérilla, en 1971, ils se heurteront à un scepticisme général, comme si une partie de l'opinion publique réfutait tout cela en guise d'une mise en scène policière. Et le juge Viola qui n'était pourtant pas un personnage de droite, seulement coupable de se soucier de sa propre défense face à un danger naissant perçu avec lucidité, sera marqué pendant des années par une réputation digne d'un western, à savoir de « juge au colt ».

C'est ainsi que le terrorisme de gauche surprend l'Italie, les partis politiques, les syndicats, les forces de police. Mais qui sont les nouveaux protagonistes de la subversion rouge ? Dix ans après, l'on peut esquisser un tableau d'ensemble suffisamment précis des coalitions qui entrent en action au début des années 70. Toutefois, il faut préciser que dans ce tableau ne peuvent pas encore figurer, à la place qu'elles méritent, les parties en présence mises en cause dans les événements terroristes de gauche et de droite par les soupçons de personnalités importantes, comme Sandro Pertini, l'ancien président de la République italienne, à propos des interférences étrangères, et Giulio Andreotti, au sujet d'une centrale parisienne de la subversion de droite. Du reste, des procédures judiciaires actuellement en cours ont fait ressortir les rapports entre la « camorra » napolitaine et les Brigades rouges, entre les dynamiteurs d'extrême droite et la mafia sicilienne. Et enfin, sur ce point, la présence de la loge maçonnique P2 est apparue en correspondance ponctuelle avec les enquêtes dirigées sur des voies de garage ou vers des pistes délibérément fausses, comme cela s'est fréquemment produit à propos des recherches sur les coupables des massacres.

On parle donc de la réalité visible et compréhensible, tout en sachant que l'autre face de la Lune, en ce qui concerne le terrorisme, ne s'est pas encore montrée. On ouvre aussi un débat sur la définition du terrorisme stratégique. Des chercheurs, parmi lesquels le professeur Luigi Bonate de l'Université de Turin, pensent que, dans les zones instables du Tiers-Monde et dans celles plus faibles des deux blocs, les puissances exercent ou tolèrent des interventions indirectes peu belliqueuses mais très efficaces sur le plan politique. Si nous suivons cette hypothèse, la position de l'Italie dans la Méditerranée placerait la péninsule dans une de ces zones critiques.

\*

\*\*

Les extravagances de Gian Giacomo Feltrinelli, l'éditeur milliardaire, risquent d'effacer, au sein de l'opinion publique, le rôle qu'il a joué dans la mise en marche du terrorisme en Italie et même son propre rôle de « sponsor » et de commis voyageur de la révolution en Allemagne et en France. L'homme qui introduit en Occident le chef d'œuvre de Boris Pasternak, *Le docteur Jivago*, a conduit au succès sa maison d'édition et s'est entouré de professionnels valables et modernes. L'industriel Feltrinelli est tout à fait traditionnel en tant

qu'entrepreneur, comme le prouve le personnel d'un de ses établissements lombards qui n'hésite pas, le cas échéant, à lui répondre par la grève. Il se montre compétent dans l'importation du bois qu'il effectue avantageusement depuis la Yougoslavie : il est l'héritier d'une industrie du bois, propriétaire de forêts en Italie du Nord et en Autriche. Dans la période de la contestation des étudiants, ses librairies ne sont pas seulement un réseau de points de vente mais aussi de militantisme.

Le « guérillero » Feltrinelli n'est certainement pas un modèle de clandestinité. D'après le journaliste Indro Montanelli « *il n'avait pas de tête* ». Un de ses collaborateurs, qui lui remet un livre sur les Balkans en 1969, s'entendra demander s'il est disposé à faire sauter des pylônes en Valtelline. Il sortira de la maison d'édition, ne sachant pas s'il doit croire à une plaisanterie ou à la folie. Mais, plus tard, non seulement des poteaux électriques seront détruits dans le nord de la Lombardie (dont la Valtelline fait partie), mais l'on découvrira aussi que des hommes de Feltrinelli ont réalisé des émissions télévisées pirates avec des appels à la lutte armée, s'introduisant ainsi sur les fréquences d'émission d'Etat. Son groupe, celui des GAP (Groupes d'action partisane), recueillera quelques vétérans de la « Résistance trahie », des individus de fortune et sera en mesure de mettre sur pied, en 1971, l'assaut au *Corriere della Sera* dirigé à l'époque par Giovanni Spadolini, l'actuel ministre italien de la Défense. Une partie des locaux du journal sera également dévastée par des bombes incendiaires et des jets de boulons.

Comme si cela ne suffisait pas, ses hommes, en grande partie des étudiants, plus quelques éléments anciens particulièrement expérimentés paralysent plusieurs endroits du centre de Milan, en bloquant certaines routes avec des autobus, et préparent un piège meurtrier à un convoi de camionnettes de la police. Celles-ci, après avoir été attirées dans une rue apparemment tranquille et dégagée, sont subitement frappées par une grêle de cailloux et de boulons lancés des toits. Elles sont obligées de se replier devant une pluie dense de tuyaux et de barres métalliques envoyés de front par au moins une centaine de « frondeurs ». Voici un exemple de guérilla urbaine. Au printemps 1970, les hommes de Feltrinelli ont effectué quelques attentats de démonstration, précédant ainsi les premiers agissements des Brigades rouges. C'est Feltrinelli lui-même qui achète à Milan un pistolet « Colt Cobra », avec lequel une terroriste allemande avait tué à Hambourg, en 1971, Roberto Quintanilla, consul bolivien dans cette ville. Ce dernier avait arrêté et tué « Che » Guevara quatre ans auparavant. Enfin, Feltrinelli ouvre dans une banque suisse un compte au nom de « Robinson Crusoé », où l'éditeur avisé, laissant la place au financier guérillero, versait des sommes importantes pour une centrale à Zurich qui — comme le rappelle Claire Sterling dans *Le réseau de la terreur* — coordonnait « les services destinés aux Sud-

*Américains, Palestiniens, Allemands, Espagnols, Français, Grecs et Italiens* ».

Qu'a fait Feltrinelli pour mettre en marche la machine du terrorisme italien ? Outre sa disponibilité bien connue en moyens financiers, il a joué, vis-à-vis des autres interlocuteurs du terrorisme naissant, la carte de ses relations influentes (par exemple, son amitié avec Fidel Castro et ses rapports avec les « tupamaros » d'Uruguay) et a proposé une ligne tiers-mondiste en avance pour l'époque. Dans les pays sous-développés, la guérilla prenait place. Pourquoi ne pas passer à la lutte armée dans les métropoles ? Peut-être au nom d'un internationalisme qui aurait eu des échos même auprès de la gauche historique. Entre temps, le groupe du « Collettivo Politico Metropolitano » (Collectif politique métropolitain), dont le chef était Renato Curcio, s'était transféré de la Faculté de sociologie de Trente — la Nanterre italienne — dans le Milan de l'automne chaud syndical (1968-1969) et avait donné naissance au noyau constitutif des Brigades rouges avec un congrès tenu dans une salle paroissiale, la « Stella Maris » de Chiavari, en Ligurie. De son côté, « Potere Operaio » (Pouvoir ouvrier) — un groupe dirigé par des dissidents de la gauche socialiste, des déserteurs du PCI et des intellectuels de la contestation — qui a tenu, en 1971, son congrès national avec la participation de quelques centaines de délégués, est désormais convaincu qu'« *il existe déjà dans les zones métropolitaines de l'Amérique du Nord et de l'Europe, les conditions objectives pour passer au communisme* ». Il dénonce donc « *l'opportunité de la gauche... victime de l'idéologie tiers-mondiste qui attribue au Tiers-Monde une fonction révolutionnaire dont la classe ouvrière des pays capitalistes serait incapable* ». Même le groupe de Curcio partage fondamentalement cette analyse que Feltrinelli finira, du reste, par accepter.

Quelles sont les hypothèses sur lesquelles se fonde la coalition qui donnera naissance « *non pas à une guerre civile de longue durée* » mais à un des plus déchirants et dangereux phénomènes du monde terroriste occidental ? L'hypothèse qu'une Université grand ouverte aux masses mais aussi vidée de ses valeurs de base (qualité des études et des structures) a déçu jusqu'à la frustration une génération tout entière : celle de 1968. Hypothèse que la bataille syndicale de l'automne chaud a été fréquemment influencée, d'une certaine façon, par les excès des manifestations d'étudiants : défilés dans les couloirs des entreprises, grèves exaspérées dans certains grands hôpitaux, un grand souffle égalitaire tend à un nivellement des salaires et à la négation des rôles intermédiaires au niveau du personnel et des barèmes des salaires. L'illusion réside dans le fait qu'il s'agit d'une poussée de violence durable et profonde et d'un phénomène sans contradictions, alors qu'apparaissent déjà les signes d'une époque qui est en train de s'acheminer vers son déclin. Mais les terroristes projettent de frapper plus haut, de passer de l'exaspération tempo-

raire à la violence systématique et, ensuite, à l'appui au parti de la lutte armée au nom de la révolution et « pour le communisme ».

Pourtant, au-delà des erreurs et même des aberrations des méthodes de pression, l'action syndicale n'a pas d'objectifs stratégiques révolutionnaires. Le nivellement des salaires irrite les cadres, fait remonter les niveaux trop bas des catégories inférieures qui sont les plus nombreuses. La polémique contre les « chefs » pratiquée surtout par le syndicat de souche catholique connaît certainement des excès inacceptables. Toutefois, l'objectif essentiel est celui de parvenir à un climat plus moderne dans l'entreprise où l'on pratique la démocratie d'entreprise. L'équilibre entre les méthodes de lutte et les objectifs ne sera pas toujours respecté (et, dans ce cas, le syndicat en sortira perdant, comme chez Fiat), mais l'erreur des terroristes sera d'interpréter le moyen comme une fin. Et de proposer un objectif appelé « communisme » qui, dans les années 70, ne veut plus rien dire et ne dit plus rien à personne. Et les « naïfs » parmi les terroristes parleront d'une chimérique lutte armée, croyant que « *celle-ci est un besoin de libération* ». Le « statut des travailleurs » de mai 1970 interrompt une longue immobilité des institutions et ouvre un nouveau chapitre sur le monde du travail. En d'autres termes, il s'agit d'une réforme. C'est le véritable ennemi de la subversion. Comme toute amélioration, il est combattu ou tourné en dérision pour qu'il soit inefficace, lorsqu'il parvient à atteindre son objectif.

Comment procède le terrorisme rouge ? Le noyau dur, celui de la propagande armée des Brigades rouges, frappe, séquestre, endommage, menace. Les militants font le reste. On voit sortir subitement des défilés pacifiques, un petit noyau violent et souvent armé dont le « rôle consiste à remonter le niveau de la lutte de classe ». Là où le syndicat se limite à montrer des panneaux de protestation et à envoyer des délégations, le noyau proterroriste lance des bombes incendiaires ou fait même irruption dans les bureaux avec un P 38, l'arme symbole de « *Autonomia Operaia* » (Autonomie ouvrière), la formation qui provient de *Potere Operaio*. Un document du *Collettivo Politico Metropolitano* de Renato Curcio et du noyau originel des Brigades rouges dit : « *L'attaque contre le réformisme est, de nos jours, la seule condition pour défendre et développer l'autonomie prolétarienne* ».

En réalité, les prolétaires, à la veille de l'innovation technologique qui éloignera des usines de nombreux bleus de travail, se sont déjà rangés sur des positions réformistes, même si tout le monde n'est pas au courant. Ils montrent, tout au moins, les premiers signes visibles de fatigue à l'égard d'assemblées braillardes : une forme erronée de la démocratie qui permet aux minorités organisées de dominer les réunions. Et s'ils manifestent, parfois, leur désaccord silencieux vis-à-vis des dirigeants syndicaux, c'est parce que la démocratie syndicale

est entravée par des réunions avec ordre du jour figé et intervenants désignés et que les chefs prennent des décisions sans passer par une véritable consultation. En outre, on essaie d'introduire dans la situation politique italienne une tentative définie par Enrico Berlinguer, le « leader » du PCI, comme « compromis historique » mais qui peut être perçue, de nos jours, comme un projet en vue d'accélérer l'évolution vers le réformisme du plus important parti communiste de l'Occident : une « *Grosse Koalition* » sur le modèle allemand, gouvernement d'unité nationale aux conditions qui seraient acceptables pour la DC (Démocratie chrétienne) et pour les autres partis contractants ? Dans tous les cas, c'est une tentative pour abattre les barrières idéologiques ; les terroristes saisissent vite le risque de l'opération et mettent en garde « *Camarade Berlinguer/rappelle-toi qu'au Chili/le compromis historique/se fait avec un fusil* ».

La première génération de terroristes de gauche, celle de la « propagande armée » achève son cycle en 1974. Elle enregistre un bilan relativement modeste ; sur un total de 4 035 attentats ou événements violents qui ont eu lieu entre 1969 et 1974, seuls 184 (4,5 %) sont revendiqués par les organisations de gauche. Les terroristes rouges ont sequestré 2 chefs d'entreprise chez Sit-Siemens et Alfa Romeo à Milan, et un syndicaliste d'extrême droite à Turin. En avril 1974, ils ont enlevé à Gênes Mario Sossi, un magistrat intransigeant, jugé de droite. Ils l'ont interrogé et jugé selon un rite « tupamaro ». Après de longues journées, ils l'ont libéré dans la banlieue de Milan. Le chef historique des Brigades rouges, l'ancien étudiant de sociologie, Renato Curcio, est en prison. Il a été arrêté le 8 septembre 1974, dans le Piémont. En deux mois à peine, un « infiltré » des carabinieri de Carlo Alberto Dalla Chiesa (le général assassiné quelques années après par la mafia à Palerme), Silvano Girotto, surnommé « frère Mitra » est parvenu jusqu'au sommet des Brigades rouges. Une opération heureuse qui s'est trop vite conclue, peut-être parce que les membres des Brigades rouges ont été avertis d'une présence étrangère par une communication mystérieuse. Entre temps, en 1972, Gian Giacomo Feltrinelli meurt déchiqueté par une explosion sur un pylône à Segrate, à côté de Milan. L'opération, partiellement ratée, aurait dû plonger Milan dans la paralysie et dans l'obscurité au cours du congrès national du PCI.

La nouvelle génération terroriste qui entre en action déclare que son objectif « *est l'attaque au cœur de l'Etat* ». Le nouveau sigle du grand ennemi à abattre, « *l'Etat impérialiste des multinationales* », fait son apparition. Mais quel est l'instrument ? « *Le parti est un ordre religieux combattant et non pas le processus ecclésiastique dans sa totalité* », écrira Toni Negri en 1978. En effet, à côté des Brigades rouges qui ont amorcé une stratégie d'anéantissement, se profilent dans un concert de fusillades, d'enlèvements, de blessures, les sigles anciens et nouveaux — qui sont bien nombreux — depuis « Prima

Linea » (Première ligne) jusqu'aux « Formazioni Combattenti Comunista » (Formations combattantes communistes). Quelles forces sont restées dans le périmètre du terrorisme ? L'illusion ouvrière est tombée, l'imagination sociologique des nouveaux « leaders » fait naître le personnage inédit de l'« ouvrier social ». Les couches de la marginalisation et de la frustration universitaire servent à faire cadrer les comptes avec une géométrie politique léniniste dépourvue de l'une de ses structures porteuses. Mais l'Italie — comme le remarquera, entre autres, Maurice Duverger — contrairement à l'Allemagne et au Japon, est caractérisée par un Etat faible. L'objectif n'est donc pas décisif.

En réalité, le terrorisme est bien conscient de cet état de choses. Au-delà du « slogan », son action aussi bien au niveau des Brigades rouges (« l'ordre religieux combattant ») que des formations sympathisantes ou de défense du territoire (en tant que partie de « l'ensemble du processus ecclésiastique ») tend à viser un objectif précis. Elle frappe de hauts fonctionnaires efficaces comme le juge de Gênes, Francesco Coco, qui représente la ligne de la fermeté intransigeante de l'Etat face au terrorisme. Avec lui, le 8 juin 1976, son escorte sera également exterminée. En janvier de la même année, à Rome, le juge Pietro Margheriti, qui avait en charge la situation pénitentiaire au ministère de la Justice, est blessé aux jambes. Toujours à Rome, le juge Paolino dell'Anno, qui était en train de mener certaines enquêtes délicates sur le terrorisme, échappe, dans sa voiture, à quelque coups de pistolet tirés par des terroristes à moto. Le 14 décembre, à Rome, un groupe de terroristes attaque la voiture et l'escorte de Alfonso Noce, chef du service de sécurité pour le Centre de l'Italie (efficace organisme antiguérilla institué à la fin de 1974). Un agent et un terroriste succombent.

L'Italie a, certes, un Etat fragile, l'offensive contre ses meilleurs fonctionnaires essaie donc de la rendre tout à fait impuissante. L'action des membres des Brigades rouges et des autres formations terroristes s'acharnera particulièrement contre les magistrats qui tentent de jeter les bases d'une réforme pénitentiaire, en éliminant les meilleurs de Tartaglione à Minervini en passant par Bachelet : l'effet sera paralysant. Ce n'est qu'en 1986 que l'on recommencera à parler de réforme pénitentiaire en Italie. Du reste, même le terrorisme de droite — et cette fois c'est un autre virage — lancera une offensive contre l'Etat, bien qu'auparavant il ait suivi une ligne de neutralité à l'égard de magistrats, policiers et carabinieri.

Le 10 juillet de cette terrible année 1976, à Rome, un noyau de terroristes de droite assassine le juge Vittorio Occorsio qui était en train d'identifier, par son enquête, les liens internationaux de la subversion noire. On découvrira, entre autres, que l'une des armes utilisées provient d'un stock de mitraillettes américaines dont la

police secrète espagnole est équipée. Au milieu des années 70, les noyaux subversifs de droite « Avanguardia nazionale » et « Ordine nuovo » (Avant-garde nationale et Ordre nouveau) ont décidé de rassembler leurs forces. Le mystérieux « Ordine Nero » (Ordre noir) fait son apparition avec la formation des NAR (Nuclei Armati Rivoluzionari, Noyaux armés révolutionnaires) qui commettent des attentats et des hold-ups pour s'autofinancer, en suivant l'exemple du terrorisme de gauche.

Les mots rapportés ci-après, tirés d'un document appartenant à des terroristes de droite, expliquent efficacement les nombreux massacres sans signature qui ont eu lieu en Italie : « *Le recours au terrorisme aussi bien aveugle que contre des objectifs bien précis est essentiel* ». C'est ainsi que la population « *initialement neutre sera amenée à nous craindre et à nous admirer, en méprisant en même temps l'Etat pour son incapacité à se défendre et à la défendre* ». Et enfin, « *par des attaques spécifiques qui ne seraient pas nécessairement revendiquées par nous, on pourra augmenter les tensions jusqu'à une limite insoutenable pour l'Etat* ». Ces extraits d'un document, que les carabinieri ont trouvé dans une cabine téléphonique de Bologne en 1980, précèdent un passage d'origine littéraire, rapporté et évidemment adopté dans un autre texte du terrorisme noir : « *Il faut arriver à un point tel que non seulement les avions mais aussi les bateaux, les trains et les routes ne soient plus sûrs ; il faut rétablir la terreur et la paralysie de la circulation... Donnons un signe sans équivoque de notre présence... Il faut une explosion d'où ne sortiront que des fantômes* ». Depuis le 12 décembre 1969 à Milan, les spectres de la subversion de droite ont frappé sept fois dans le pays : à Gioia Tauro, en Calabre, contre un train en 1970 ; à Brescia sur la place de la Loggia en 1974 et, dans la même année, près de Bologne, dans l'explosion du train Italicus ; en 1980 à la gare de Bologne. Et encore, à la veille de Noël, en 1984, dans le tunnel de San Benedetto Val di Sambro, près de Bologne, avec un bilan total de 139 morts et 700 blessés.

En ce qui concerne la stratégie du terrorisme en Italie, l'action des groupes de gauche et de droite ne s'est pas du tout avérée conflictuelle, comme l'on aurait pu le croire sur le plan idéologique (à l'instar de la Turquie), mais dans les faits elle a été parfaitement complémentaire, tout au moins depuis le virage de 1975. Les cibles de la subversion se sont concentrées sur un nombre restreint de provinces : 16 sur 94. Ce sont, dans l'ordre, Rome, Milan, Turin, Naples, Bologne, Reggio Calabria, Padoue, Bari, Florence, Gênes, Brescia, Palerme, Venise, Bergame, Trieste, Catane. L'offensive subversive s'est manifestée de la façon la plus intense de 1977 à 1979 avec 7 500 attentats et des actions violentes. Plus de la moitié des actions subversives ont été menées entre 1969-1970 et 1980. Les assassinats par guet-apens ou attentats à la dynamite se sont élevés à

362 jusqu'en 1980, dont 65 visant des représentants de l'Etat, magistrats, policiers et carabinieri.

Mais, dans la stratégie de « *l'attaque au cœur de l'Etat* », le terrorisme rouge n'a pas seulement enlevé et assassiné Aldo Moro (1978). Il a frappé, terrorisé, saboté les centres vitaux de l'économie industrielle italienne, contraignant à la clandestinité et à l'anonymat les techniciens spécialisés dans la recherche des grandes entreprises, essayant de déstabiliser l'organisation des entreprises, frappant ingénieurs, chefs du personnel, chefs d'équipe et syndicalistes « réformistes ».

Alors comment se fait-il qu'au point culminant de l'offensive, le 16 mars 1978, l'Italie ait pu trouver les forces et même les moyens pour abattre l'énorme vague d'un terrorisme qui semblait être sur le point de l'anéantir ? Mérite d'une police et des carabinieri de Dalla Chiesa, qui avaient rattrapé le retard initial ? Mérite de la réaction de cette Italie, qui ne fait pas partie de l'Etat, mais qui fait jouer sa solide conscience civique dans les moments les plus dramatiques ? Force d'une démocratie apparemment fragile mais qui a dépassé, depuis l'après-guerre, les aspirations autoritaires du gouvernement Tambroni (1960), les velléités putschistes du général De Lorenzo, en 1964, et du prince noir Valerio Borghese en 1970, démocratie qui n'a pas été étouffée, malgré tout, par les trames de la loge P 2 de Licio Gelli ? La réflexion sur la face cachée de la Lune terroriste, celle des interférences étrangères, du terrorisme stratégique, des autres présences secrètes, ne pourra fournir une réponse honnête et complète que lorsque les conditions seront réunies pour le faire.

Maintenant il y a un risque, même trop présent, de « *considérer des éléments subjectifs comme des clefs d'explication générale* » en suivant des interprétations sociologiques qui ont la fausse prétention de tout expliquer.